

# LA CRISE

N°59, Juin 2024

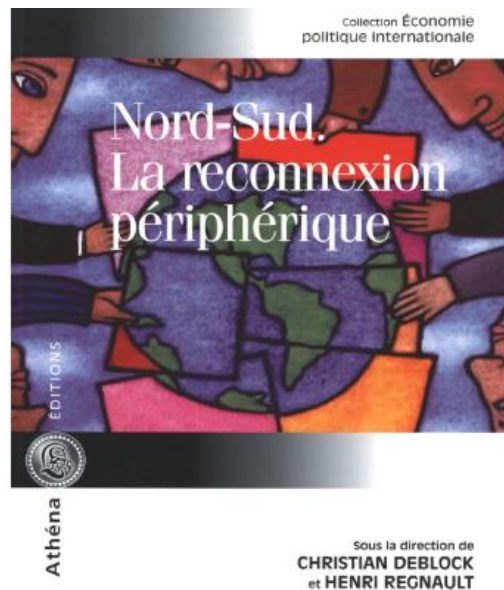
*Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !*

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

## Nord-Sud, quoi de neuf ?

### De la reconnexion périphérique à la déconnexion centrale.

*Résumé : La mondialisation heureuse n'a jamais existé, mais la démondialisation malheureuse pourrait bien nous guetter ! Au cœur du problème se situent les relations Nord-Sud. Encore faut-il savoir ce qu'est le Nord, ce qu'est le Sud et ne pas sombrer dans l'illusion d'un Sud Global fourre-tout qui existe, certes, dans un discours décolonial de dénonciation de l'ordre international actuel, mais qui se révèle peu opératoire pour en reconstruire un nouveau, et derrière lequel la Chine s'abrite pour avancer son propre agenda. Et on devine aisément que la Chine ne milite pas pour un monde plus juste, mais pour un monde plus chinois ! Au Nord, après avoir œuvré à une mondialisation généralisée, correspondant au projet de maximisation des profits de leurs grandes firmes nationales, les Etats prennent conscience des dégâts de la démarche sur leurs propres sociétés et s'essayent à une déconnexion de leurs activités les plus stratégiques : une véritable révolution idéologique, économique et géopolitique dont il reste à apprécier la nature, les modalités et les risques.*



Ouvrage publié en 2006.

<b>1. Le « Sud Global » ou la tarte à la crème d'une géopolitique à quatre sous !</b>	<b>p.3</b>
1.1. Le Sud Global existe, je l'ai rencontré !	p.4
1.2. Traités inégaux : la vengeance chinoise est un plat qui se mange froid !	p.9
<b>2. La déconnexion centrale : faire face à la désindustrialisation</b>	<b>p.11</b>
2.1. Le « national-populisme », face cachée de la mondialisation ?	p.13
2.2. La déconnexion centrale : nature, modalités, risques	p.16
<b>3. « Et mes sous dans tout ça » : gare à la déconnexion, ça craint !</b>	<b>p.21</b>
3.1. Inflation et taux : attention aux faux espoirs	p.21
3.2. Or et IDE dans les tensions géopolitiques	p.23

Il y a une vingtaine d'années, mon collègue de l'UQAM Christian Deblock, et moi-même publions l'ouvrage collectif [Nord-Sud : La reconnexion périphérique](#) (Editions Athéna, Montréal, 2006). Ce livre faisait suite à un colloque du Réseau RINOS (Réseau Intégration Nord-Sud) tenu à Montréal sous les auspices du CEIM de l'UQAM en juin 2005 sur le thème : *Intégrations régionales et stratégies de développement : les relations Nord-Sud dans l'Euromed, les Amériques et l'Asie*. Il s'agissait de comprendre et de rendre compte de l'intégration des pays en développement à la division internationale du travail, dans le cadre d'une mondialisation qui s'était accélérée à partir des années 80. Des pays du Sud de la Méditerranée avaient signé des accords de libre-échange avec l'Union Européenne, le Mexique et des pays d'Amérique latine avec les Etats-Unis et le Canada (dont l'ALENA), des pays asiatiques commençaient eux aussi à entrer en libre-échange Nord-Sud. Le secteur textile s'était largement délocalisé, les *maquiladoras* mexicaines (usines sous douane produisant pour l'exportation) fonctionnaient à plein régime, les investissements manufacturiers étrangers dans les pays en développement y fournissaient de nombreux emplois. Bref, le Sud périphérique du capitalisme mondial venait de se reconnecter au Nord central, après bien des péripéties depuis la période coloniale. Le Sud était périphérique, dynamisé par les marchés du Nord auxquels il était subordonné, le Nord était central, délocalisant ses productions à-tout-va pour le plus grand profit de ses firmes multinationales : tout était bien en ordre ! Mais, cet ordre pouvait-il être durable, sachant que l'Histoire est perpétuellement en mouvement ?

Vingt ans plus tard, où en sommes-nous ? Principalement, nous sommes dans le brouillard ! Un vrai brouillard conceptuel : si le Nord et le Sud, le centre et la périphérie étaient encore il y a 20 ans des notions plus ou moins claires et pertinentes, ce n'est plus le cas aujourd'hui et cela nécessite de mettre à jour notre boîte à outils. De plus, le Sud, que l'on voyait divers et varié à l'époque, est supposé être devenu global, mais n'est-ce pas une illusion instrumentée par des idéologues patentés, à partir de faits parcellaires ? Nous examinerons donc dans un premier temps la portée du concept de Sud Global et nous nous intéresserons à un cas étonnant, la Chine, qui finalise sa mutation de pays du Sud extrême en pays du Nord avancé, organisant méthodiquement sa vengeance des Traités inégaux qui lui ont été imposés au XIXe siècle et assumant sans vergogne sa domination coloniale sur ses populations périphériques (Tibet, Xinjiang) : en moins d'un siècle un pays asservi peut se transformer en pays dominateur et oppresseur.

Dans une deuxième partie nous nous intéresserons aux dynamiques à l'œuvre dans un Nord interpellé, voire angoissé, par l'ascension d'une Chine qui a déjà les technologies du Nord et encore (mais plus pour longtemps) la main d'œuvre du Sud. Après avoir milité pendant des décennies pour une connexion à outrance de toutes les économies du monde, voilà que le Nord commence à organiser sa déconnexion du reste du monde et en particulier de la Chine, dans un *remake* de l'arroseur arrosé. Nous examinerons les tenants et aboutissants de cette déconnexion, qui n'est pas sans risques : sera-t-elle salutaire ou suicidaire ?

Enfin, je rassure les lecteurs du numéro précédent qui, en dépit d'un *post scriptum* explicatif en dernière page, se sont sentis frustrés par l'absence de la traditionnelle rubrique « Et mes sous dans tout ça ». Oui, en dépit du sous-titre plutôt intello de cette chronique (De la reconnexion périphérique à la déconnexion centrale), elle se terminera bien par un tour d'horizon des dynamiques patrimoniales à l'œuvre, notamment dans le processus tendanciel de déconnexion du Nord par rapport à une partie du Sud.

## **1. Le Sud Global ou la tarte à la crème d'une géopolitique « à quatre sous » !**

Nous commençons donc par nous focaliser sur le Sud. Mais, c'est quoi le Sud, il est où le Sud ? Ce qui suppose de répondre aussi à la question : c'est quoi le Nord, il est où le Nord ? Il y a encore deux ou trois décennies, la réponse était simple : le Nord était au nord de l'hémisphère nord et le Sud au sud du Nord, dans les deux hémisphères. Le Nord était le centre de l'économie mondiale et le Sud en était la périphérie. Le Nord comprenait les métropoles des anciens empires coloniaux (Russie et Japon compris) et surtout une ancienne colonie qui avait particulièrement bien réussi (les Etats-Unis). Le Nord se caractérisait par des PIB par tête élevés, des technologies avancées, des salaires élevés et au Sud, c'était tout l'inverse. La période coloniale avait consacré une totale connexion Nord-Sud mais dans des dominations cloisonnées, chaque pays du Nord s'octroyant une chasse gardée dans le Sud qu'il contrôlait. La décolonisation a ouvert le jeu, tout en déconnectant partiellement le Nord et le Sud, ce dernier s'essayant à des politiques d'industrialisation autonomes par le biais de la substitution à l'importation. Ces politiques d'import-substitution ayant généralement eu des résultats décevants, les pays du Sud, à partir des années 80, étaient mûrs pour une reconnexion avec le Nord qui s'est traduite par la signature de très nombreux accords commerciaux intercontinentaux Nord-Sud : d'où le concept de « reconnexion périphérique » que nous avons proposé il y a une vingtaine d'année.

Mais cette reconnexion périphérique a si bien réussi, pour les pays du Sud les plus dynamiques, que les concepts d'il y a quelques décennies ne sont plus pleinement opératoires. La bonne vieille boussole Nord-Sud est un peu dépassée par les événements : il y a du Nord au sud, du Sud au nord, du centre dans la Périphérie et de la périphérie dans le Centre. Plusieurs grands pays du Sud sont en fait devenus des économies duales, Sud et Nord à la fois :

- aucun doute pour la Chine qui maîtrise toutes les technologies les plus avancées (nucléaire, biotechnologies, photovoltaïque, informatique et IA) et inonde la planète de ses panneaux solaires et de ses voitures électriques. Plusieurs centaines de millions d'habitants y disposent de niveaux de vie comparables aux classes moyennes occidentales ;
- l'Inde qui est capable d'exploits spatiaux notables : l'alunissage récent de son vaisseau Chandrayann-3 en est une illustration flagrante ;
- à une moindre échelle, le Brésil qui développe avec succès des activités aéronautiques qui font d'Embraer un acteur notable de l'aéronautique mondiale, même s'il ne peut pas rivaliser avec le duopole Airbus-Boeing, et demain sans doute le chinois Comac.

A l'origine, le concept de « Sud Global » est supposé remplacer celui de Tiers-Monde. La fin de la Guerre froide avec la chute de l'URSS a fait perdre toute pertinence à la tripartition du monde qui prévalait auparavant : bloc capitaliste conduit par les Etats-Unis, bloc socialiste emmené par l'URSS, et Tiers Monde, non aligné sur aucun des deux blocs précédents. Il y a certes encore un bloc capitaliste développé avec un pôle Nord-américain, un pôle Européen et un pôle Asie-Pacifique, bloc articulé autour du G7. Un autre bloc semble se dessiner avec les BRICS+, forum de grands pays du Sud : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, plus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, l'Ethiopie et l'Iran. L'Argentine était prévue dans le lot des nouveaux membres, mais le nouveau Président, Javier Milei, a décliné l'invitation.

Les BRICS+ sont-ils l'avant-garde ou le fer de lance d'un Sud Global cohérent qui puisse constituer un concept opératoire dans l'analyse et la prospective économique et géopolitique, ou bien ce Sud Global n'est-il que le paravent d'une Chine conquérante et dominatrice avec des BRICS+ alimentant « à l'insu de leur plein gré » une coalition sino-centrée ? Comme l'écrit avec lucidité Laurent Delcourt dans un récent article<sup>1</sup>, « *en dépit de leur rhétorique progressiste, les BRICS ne tendraient-ils pas plutôt à reproduire, dans leurs sphères d'influence respectives, les logiques de domination et d'exploitation qui caractérisent les relations Nord-Sud ?* ». Excellente question, d'autant plus remarquable qu'elle contient la réponse !

### 1.1. Le Sud Global existe, je l'ai rencontré !

Je dois vous avouer qu'avant d'entreprendre les recherches préparatoires à cette chronique, je ne croyais pas à l'existence du Sud Global, surtout dans son acception la plus large, incluant la Chine et la Russie. Trop de diversité, de conflictualité, et pas assez d'unité pour être pensé comme un tout, une globalité. Je pensais donc que c'était un concept pour décolonialistes attardés, indigénistes indécorables, wokes et autres professionnels du repentir éternel. Et puis, au détour de mes investigations, j'ai eu la révélation : ce Sud Global est apparu trois fois sous mes yeux ébahis, dans toute sa magnificence. Rien de tel que la cartographie pour déciller les yeux des plus incrédules.

Je vous laisse prendre connaissance des trois cartes qui m'ont convaincu de l'existence du Sud Global. Le voici, en noir sur la carte des pays (en jaune) autorisant le mariage homosexuel, ci-dessous. Certes, l'Argentine (2010) et le Brésil (2013) ont trahi la cause en se ralliant à l'Occident, mais au moins toute l'Asie (Russie incluse, et à l'exception de Taiwan, petit point jaune à peine visible sur la carte) et toute l'Afrique sont unanimes pour donner au Sud Global une réalité tangible. Bien sûr, cette carte date de 2019 et depuis la situation a un peu évolué<sup>2</sup>, mais à la marge. De toutes manières, la carte était trop belle pour que je la laisse passer et ne vous en fasse pas profiter : quel bloc impressionnant !

#### Carte des pays autorisant le mariage homosexuel (pays en jaune, situation 2019)



Source : [CARTE. Le mariage homosexuel dans le monde \(francetvinfo.fr\)](#)

<sup>1</sup> Laurent Delcourt, *BRICS+ : une perspective critique*, 2024, Alternatives Sud, CETRI.

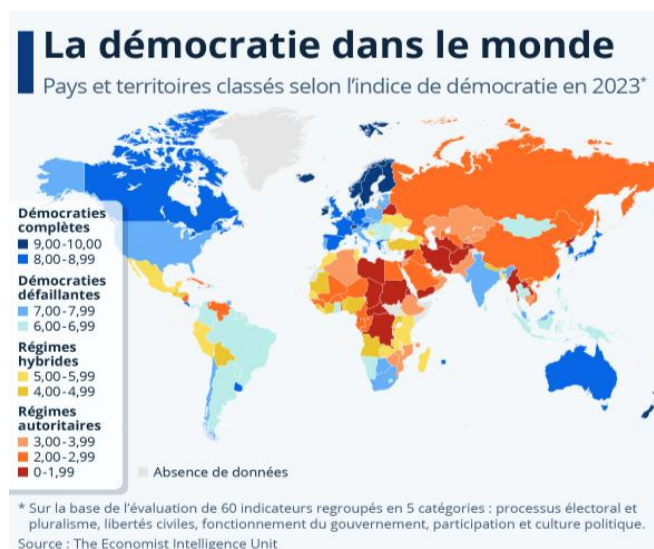
<sup>2</sup> Depuis la confection de cette carte au début de 2019 (juste après la légalisation à Taiwan) le mariage homosexuel a été validé en Equateur (2019), au Chili (2021), à Cuba et au Mexique (2022). En Suisse (2021) et en Grèce (2024). La Thaïlande est en cours d'adoption et le Japon en réflexion sur le sujet.

Une deuxième carte est tout aussi éloquente, celle de la liberté de la presse proposée par Reporter sans frontières. Plus c'est rouge, moins c'est libre. On voit se dessiner le même bloc tricontinental : Asie (sans exception, hors Japon et Corée du Sud bien sûr), Afrique (exception Afrique du Sud et Namibie), Amérique latine (à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay).



Source : [La carte du Classement mondial de la liberté de la presse 2023 | RSF](#)

Enfin, la troisième carte rend compte de la démocratie dans le Monde, sur la base de l'indice de démocratie calculé chaque année par The Economist (*Economist Intelligence Unit*). En bleu foncé (2 nuances de bleu foncé) les démocraties complètes, en bleu clair (2 nuances) les « démocraties défailtantes » (dont les Etats-Unis !). En jaune les régimes hybrides (donc entre démocratie et autoritarisme) et en orange ou rouge les régimes autoritaires. L'Asie en développement et le Moyen Orient sont massivement autoritaires (sauf l'Inde, le Bangladesh, la Mongolie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines). L'Afrique est presque entièrement hybride ou autoritaire (sauf Afrique du Sud et Namibie). L'Amérique du Sud se distingue dans le Sud Global comme majoritairement en démocratie défailtante.



Source : [Graphique : Un état des lieux de la démocratie dans le monde | Statista](#)

Donc il existe bien un Sud Global, contrairement à mes convictions antérieures. Mais c'est le Sud Global d'un statut discriminatoire de l'homosexualité, de la presse muselée et des régimes autoritaires. Certains pays, mais peu, échappent certes à cette sinistre trilogie ; c'est le cas de l'Argentine comme vous pouvez le vérifier sur les trois cartes, même si on peut penser que le récent Président Milei devrait rapidement réintégrer son pays dans la norme du Sud Global, *Carajo*<sup>3</sup> ! Mais cette image négative aux yeux des Occidentaux importe peu aux dirigeants du Sud. Ils ne veulent pas qu'on leur impose nos valeurs libérales, dont relèvent les trois items abordés ci-dessus, comme l'expliquait si bien l'Ambassadeur Sud-africain auprès des BRICS à l'occasion du dernier sommet des BRICS à Johannesburg, dans une interview à Al Jazeera, lorsqu'il disait « *We don't want to be told what is right for us ...* »<sup>4</sup>.

Il faut néanmoins reconnaître que la validité du concept de Sud Global va nettement plus loin que les trois dimensions déjà abordées. En particulier, le rejet des institutions internationales de l'Après-guerre fait l'unanimité au Sud, comme en témoigne la citation intégrale de la phrase de l'interview à Al Jazeera :

*"We don't want to be told what is right for us, we want the fault lines of the current global governance architecture to be redesigned, to be reformed, to be transformed. And we want to be part of the process to create a more equitable, a more inclusive, a multipolar global community where we have fairness and justice in terms of how we conduct ourselves."*

En effet, le Sud dit global, emmené par les BRICS, forme un véritable Syndicat des Mécontents de l'Ordre International issu des accords internationaux de l'immédiate Après-guerre, et tout particulièrement de l'accord monétaire et financier de Bretton Woods. Ils n'aiment pas, non sans raisons, le Système Monétaire International qui fait une part trop belle au dollar, à partir de laquelle les Etats-Unis peuvent édicter des sanctions contre les pays avec lesquels ils sont en conflit, menaçant les firmes de pays tiers de sanctions secondaires si elles commercent avec les pays sanctionnés, au nom de l'extraterritorialité du droit américain. Ils n'aiment pas non plus les règles de fonctionnement du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale et les normes implicites de nomination de leurs dirigeants (le FMI aux Européens ; la Banque mondiale aux Américains, le dernier en date fut-il Indien de naissance ... mais Américain de nationalité). Ils déplorent aussi la composition bloquée du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui fait la part trop belle aux vainqueurs de la dernière guerre... il y a 80 ans, membres permanents et disposant du droit de veto.

Mais si « *la critique est aisée, l'art est difficile* ». Le Sud Global est le poil à gratter des Etats-Unis et plus généralement de l'Occident ; il est aussi la mauvaise conscience des mouvances de sensibilité décoloniale (ONG, partis de gauche). Mais il n'est pas la poudre magique qui ferait émerger la reconstruction d'un nouvel ordre international. A eux seuls les BRICS+ représentent la moitié de la population mondiale, le tiers du PIB mondial, des parts impressionnantes des réserves de pétrole, de gaz, de minerais stratégiques : pour autant, il ne suffit pas d'appeler à un monde multipolaire pour qu'il apparaisse comme par enchantement. Encore faudrait-il que ces BRICS parlent d'une seule voix, ce qui est loin d'être le cas. Jetons un œil sur deux votes emblématiques à l'Assemblée Générale de l'ONU au cours des derniers mois (cf. Encadré N°1 en page suivante) : le vote condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie (février 2023) et le vote sur la résolution Palestine (octobre 2023).

---

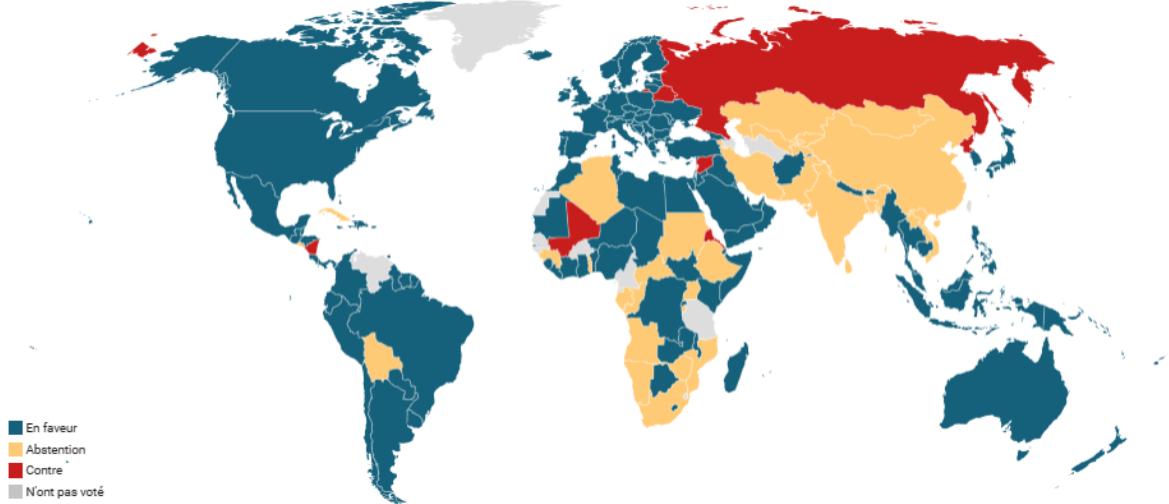
<sup>3</sup> Interjection favorite de Javier Milei, qui en ponctue abondamment ses prises de parole. On peut traduire en bon français par *merde, putain* ou *bordel*. A vous de choisir !

<sup>4</sup> Al Jazeera, 22/08/2023, [Can BRICS end « apartheid » against the Global South.](#)

## ENCADRÉ N°1 : À LA RECHERCHE DU SUD GLOBAL DANS LES VOTES À L'ONU

### *Résolution Ukraine du 23 février 2023 : Nord uni et Sud divisé*

Résolution des Nations unies du 23 février exigeant le retrait immédiat, complet et sans condition de toutes les forces militaires russes du territoire ukrainien à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays



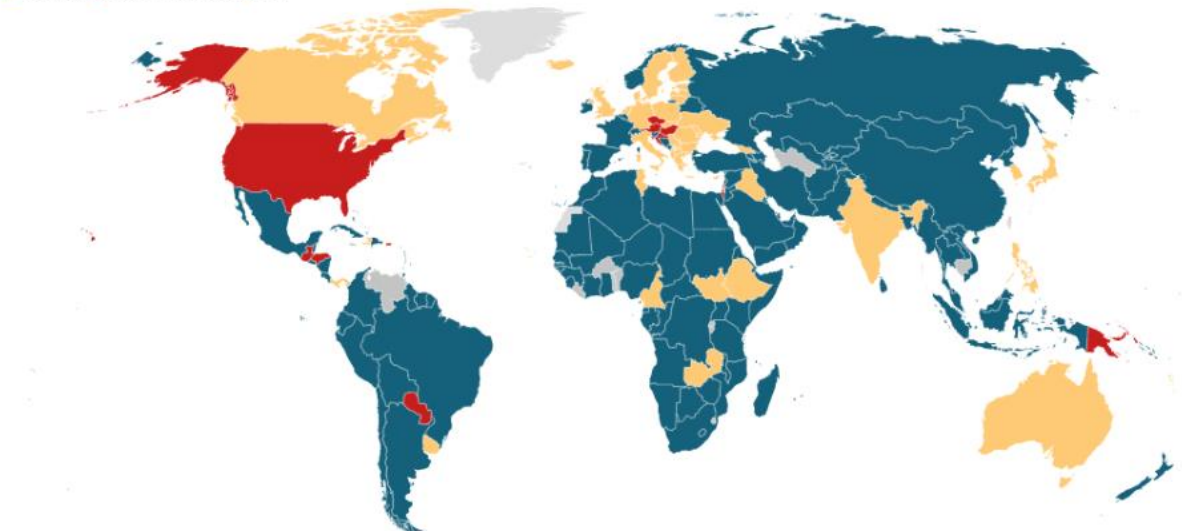
Source : [Le Grand Continent](#)

### *Résolution Palestine du 27 octobre 2023 : Sud uni et Nord divisé*

#### Votes sur la résolution A/ES-10/L.25

Assemblée générale des Nations Unies, 27 octobre 2023

Abstention Contre Non-votant Pour



Source : [Le Grand Continent](#)

Ces deux cartes montrent que les grandes résolutions de l'ONU n'opposent pas le Nord développé au Sud en développement, mais divisent le Sud dont une partie vote avec le Nord uni (vote Ukraine) ou à l'inverse divise le Nord dont une partie vote avec le Sud largement uni (vote Palestine). Les BRICS+ sont eux-mêmes divisés : sur la résolution condamnant l'invasion de l'Ukraine la Russie vote contre (on aurait pu s'en douter !), le Brésil, l'Arabie Saoudite et les Emirats votent pour (comme les pays occidentaux), tous les autres s'abstiennent : on ne peut pas dire que les BRICS soutiennent mordicus un de leurs membres fondateurs, la Russie en l'occurrence. Sur la résolution Palestine, *a priori* plus facile pour le Sud, on voit que l'Inde s'abstient, alors que tous ses compères BRICS+ votent pour. Alors, *a fortiori*, on imagine mal le Sud Global s'accorder pour une refonte du Conseil de Sécurité. La Chine ne voudra pas de l'Inde (et pas plus du Japon), l'Argentine ne comprendrait pas que le Brésil devienne membre permanent et pas elle. De plus, n'oublions pas que des guerres ouvertes ou larvées opposent des pays du Sud : la Chine et l'Inde, 2 BRICS, s'affrontent dans l'Himalaya, le Pakistan et l'Inde au Cachemire ; le Pakistan et l'Afghanistan en sont venus aux mains récemment, l'Iran et l'Arabie Saoudite ne peuvent pas se voir en peinture, en dépit de la médiation chinoise. Et l'Afrique n'est pas en reste : Ruanda et RdC en guerre ouverte, Maroc et Algérie sont à frontières et gazoduc fermés, Ethiopie et Erythrée sont encore à couteaux tirés, et je ne prétends pas être exhaustif dans mon énumération. Le Sud Global n'est assurément pas un havre de paix travaillant à un monde plus équitable, plus inclusif, à une communauté globale multipolaire d'honnêteté et de justice, pour reprendre les termes de l'Ambassadeur sud-africain auprès des BRICS, adepte de la langue de bois diplomatique (voir sa citation en anglais plus haut dans ce texte). Il est un monde d'intérêts nationaux qui divergent plus qu'ils ne convergent, même si c'est bon pour le moral de chanter à l'occasion un couplet contre l'Occident colonialiste et impérialiste !

Venons-en maintenant au dossier le plus lourd en matière d'ordre international, le reformatage du Système Monétaire International (SMI), auquel beaucoup de pays du Sud aspirent. Malheureusement, les Bisounours n'ont pas de jolie et gentille monnaie à nous proposer : le Bisoucoin n'est pas près d'être en circulation. Car la monnaie, *a fortiori* dans ses fonctions internationales, est au cœur de rapports de force exacerbés et de dominations brutales. A lui seul l'Euro ne parvient déjà pas à fournir une alternative sérieuse au dollar : *grosso modo* il assure 20% des transactions internationales de toutes natures (contre 60% pour le dollar), mais pour l'essentiel à l'intérieur de la zone Euro. Il ne parviendra pas à élargir significativement son rôle tant que n'existera pas un marché financier européen décloisonné émettant massivement des Eurobonds (obligations européennes et non plus nationales) dont le volume et la liquidité pourront enfin concurrencer le marché des *Treasuries* (bons du Trésor américains). La création d'une monnaie internationale *ex-nihilo*, à partir des DTS (Droits de Tirage Spéciaux) du FMI constitue assurément un excellent thème de colloque entre spécialistes éclairés. Toutefois, un nouveau SMI ne pourra naître que de l'effondrement du dollar, auquel les Etats-Unis travaillent assidument, mais sans hâte, en creusant toujours plus leurs déficits et en accumulant une dette incommensurable. Toutefois, tant que le Japon, la Corée du Sud, l'Asie du Sud-est, l'Inde, l'Australie, le Moyen Orient et l'Europe auront besoin des Etats-Unis pour assurer leur défense contre la Russie pour les uns et la Chine voire l'Iran pour les autres, le Trésor américain trouvera toujours de quoi financer ses déficits. Mais en attendant, toutes les Banques centrales accumulent de l'or, au cas où, et la Chine essaye de doper la part du yuan dans ses transactions internationales. D'ailleurs, de la Chine, parlons-en plus spécifiquement maintenant.

## **1.2. Traités inégaux : la vengeance chinoise est un plat qui se mange froid !**

L'Occident a peut-être oublié l'humiliation de la Chine par les Traités inégaux imposés à l'Empire du Milieu au XIXe siècle et au début du XXe siècle. La Chine, elle, n'a pas oublié, et l'heure de la vengeance a sonné.

Je suppose que la plupart des lecteurs de cette chronique ne sont pas plus spécialistes que moi de l'histoire de la Chine. J'ai donc voulu faire un encadré (N°3, en page suivante) sur les Traités inégaux, façon de nous rafraîchir la mémoire à tous sur ces fameux traités. Dans ma grande naïveté, j'avais l'intention d'en consacrer la première demi-page à une liste de ces traités : j'ai vite renoncé quand j'ai découvert qu'il y en aurait eu entre 500 et 1000 et que la liste des plus notables retenus dans la page [Wikipédia](#) en comprenait déjà 37, s'étalant de 1841 à 1930. Mais la caricature du Petit Journal qui a remplacé cette liste en dit plus, finalement, qu'une longue énumération : le gâteau chinois partagé entre les grandes puissances impériales.

Ces traités sont dits inégaux parce qu'ils sont imposés à une Chine en plein déclin, d'une dynastie Qing finissante. Ils sont de fait unilatéraux, imposant à la Chine des pertes de souveraineté territoriales avec des enclaves étrangères et un droit de navigation intérieure, une ouverture idéologique (acceptation de missionnaires) et surtout commerciale, les puissances étrangères exigeant d'importer et d'exporter librement (notamment l'opium).

L'ouverture commerciale unilatérale forcée, imposée à la Chine, est le maître mot de la période sombre qu'a connu ce pays au XIXe siècle. Après la Révolution communiste, une fois l'ère maoïste terminée, économiquement centrée sur un pays fermé, le Petit Timonier (alias Deng Xiaoping) conduit la modernisation de l'économie et engage un processus d'ouverture qui va développer le commerce international chinois. Au terme d'un long parcours, le pays rejoint l'OMC en 2001 : l'accès à la liberté multilatérale du commerce et à l'ouverture réciproque que représente cette adhésion, dans la réciprocité des relations et le bénéfice de la clause de la Nation la Plus Favorisée (dite clause NPF), constitue une véritable revanche pour la Chine du XXIe siècle. Et de la revanche à la vengeance, le chemin peut être court : la Chine a su le trouver en profitant à fond de l'ouverture occidentale tout en gérant *a minima* la sienne. Ce faisant elle est parvenue à humilier l'industrie occidentale, obligeant les Etats-Unis (et peut-être demain la timide et timorée Europe aux décisions difficiles) à prendre des mesures protectionnistes. Belle vengeance idéologique de la Chine sur l'idéologie libérale de l'Occident et magnifique retournement de l'Histoire qui voit les plus grands promoteurs du libre-échange se transformer en zélés du protectionnisme éducateur à la Friedrich List, pour sauver leurs industries les plus stratégiques d'une concurrence chinoise biaisée par des subventions massives. Donc, en matière de protectionnisme, ne jamais dire, même à Berlin, « Fontaine je ne boirai pas de ton eau » !

Toutefois, en termes de revanche et de vengeance, il reste à la Chine un autre dossier à traiter, qui attendra néanmoins que la Chine n'ait plus besoin de la Russie pour son Front uni contre l'hégémonisme américain. Mais une fois la Russie bien affaiblie par la guerre et des sanctions occidentales appelées à se prolonger, pourquoi pas ! Si mon propos vous semble énigmatique, jetez un œil à la carte en page suivante et aux territoires chinois annexés par la Russie dans le cadre d'autres traités inégaux de 1858 (Aigun) et 1860 (Pékin). A quand Vladivostok port Chinois, même si aujourd'hui [le couple sino-russe n'est pas près de divorcer](#) ? Mais peut-être que le rusé Boa chinois n'embrasse le téméraire Ours russe que pour mieux l'étouffer. Affaire à suivre... mais sans urgence, [il n'y a pas le feu à l'Oussouri](#) !

## ENCADRÉ N°2 : LES TRAITÉS INÉGAUX IMPOSÉS À LA CHINE

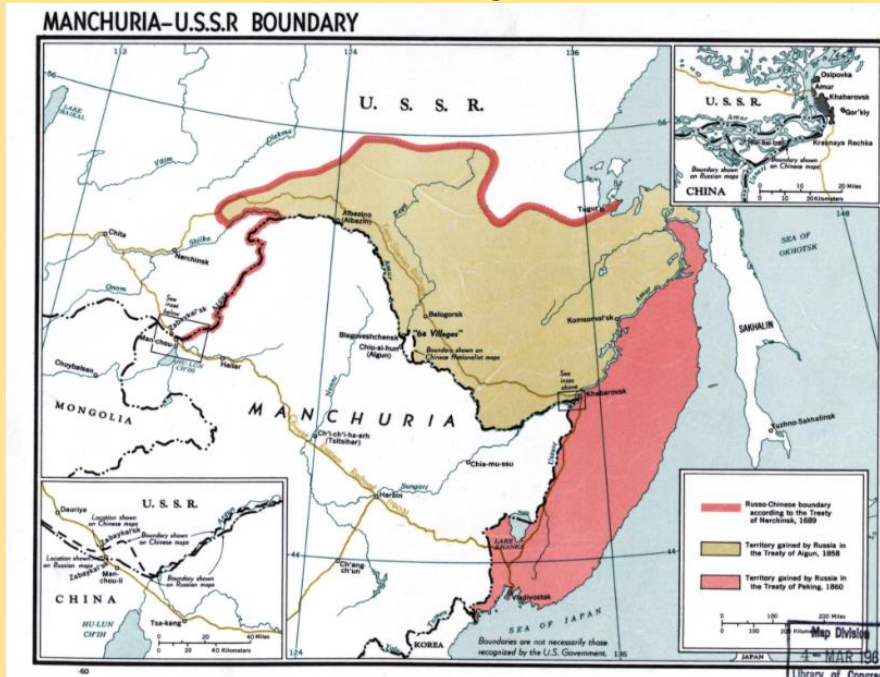
### *Une joyeuse galette des Rois !*



« En Chine, le gâteau des Rois et... des Empereurs » (Le Petit Journal, 16 janvier 1898).  
La Chine partagée entre les grandes puissances (Royaume-Uni, Allemagne, Russie, France et Japon de l'ère Meiji).

Source : [Traité inégal — Wikipédia \(wikipedia.org\)](#)

**Territoires chinois annexés par la Russie avec les traités d'Aigun 1858 (en marron) et de Pékin 1860 (en rouge, dont Vladivostok au sud)**



Source : [MANCHURIA-U.S.S.R. BOUNDARY Ct002999.jpg \(4167x3185\) \(wikimedia.org\)](#)

## 2. La déconnexion centrale : faire face à la désindustrialisation

Serge Tchuruk : ce nom vous dit-il quelque chose ? Un vague souvenir peut-être ? En fait c'était un dirigeant d'entreprise française (Alcatel), alias Monsieur Fabless. *Fabless* pour « sans usine », car tel était son rêve, voire son fantasme, exprimé à voix haute en 2001<sup>5</sup> : faire d'Alcatel une entreprise sans usine, sous-traitant toute sa production à l'étranger. Outre le fait qu'il a ruiné son entreprise (pourtant une pépite de l'industrie française), on peut l'accuser tout simplement – lui et ses compères, Apple par exemple, sur la même longueur d'onde mais nettement plus *successful* pour leurs entreprises – d'être responsables de l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis et de la montée de l'extrême droite en Europe (Front National puis Rassemblement National en France). Car l'idéologie *fabless*, qui a accompagné la reconnexion périphérique en général et la montée en puissance de la Chine en particulier, porte une lourde responsabilité dans la désindustrialisation de l'Europe et des Etats-Unis, au cœur de la montée en puissance du « national-populisme<sup>6</sup> » selon la dénomination de Marc Lazar dans une récente note pour l'Institut Montaigne. L'encadré N°3 en page suivante vous permet de prendre la mesure de cette désindustrialisation en termes de parts de l'industrie dans le PIB, en Europe comme aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, cette part de l'industrie dans le PIB passe de 23,1% en 1997 à 17,9% en 2021 : 5 points de perte en moins de 25 ans. Pour l'Europe à 27 considérée globalement, c'est 4 points de perte, de 20% à 16,2% entre 1995 et 2020. Toutefois, sur l'Europe, les résultats sont contrastés suivant les pays : l'Allemagne recule peu (moins 2,7%) et se maintient à 20%, la Tchéquie se maintient autour de 24%, la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Suède reculent nettement, entre 5 et 9% suivant les cas. A l'inverse, l'Irlande fait un grand bond en avant, de 22,9% à 36,8%, imputable à son dumping fiscal pour attirer les investissements étrangers<sup>7</sup>.

Il est tout aussi intéressant de voir l'impact de cette nouvelle donne sur les emplois dans l'industrie. Les chiffres de l'emploi dans l'industrie en % du total des emplois sont disponibles dans la base de données [Banque Mondiale](#). J'ai retenu les valeurs **1991 et 2022** pour 13 pays : 7 pays du Nord (Japon, Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France, Pays-Bas, Espagne) et 6 pays du Sud (Mexique, Maroc, Tunisie, Chine, Inde, Vietnam). On peut distinguer 4 situations :

### **Pays à forte baisse de la part de l'emploi industriel (de l'ordre de moins 10%) :**

Japon : de 34,6% en 1991 à 23,6% en 2022

Royaume-Uni : de 30,4% à 18,1%

Allemagne : de 39,2% à 26,9%

France : de 28,3% à 19,3%

<sup>5</sup> [L'entreprise sans usine, le nouveau fantasme patronal](#), Catherine Rollot, Le Monde, 26 novembre 2002.

<sup>6</sup> « La notion de national-populisme a été forgée dans les années 1970 par le sociologue argentin Gino Germani qui comparait les expériences du fascisme européen à celles des régimes autoritaires du continent latino-américain, en particulier celle du régime de Juan Perón dans son propre pays. Elle a été reprise en France par Pierre-André Taguieff dans les années 1980, alors que le Front national commençait à percer. Cette notion lui a permis de caractériser ce parti qui associait **un populisme protestataire**, opposant le peuple « d'en bas » aux dirigeants « d'en haut », et **un populisme identitaire** fondamentalement ». Extrait de l'Introduction de : [Union Européenne : portées et limites des nationaux-populistes](#), Institut Montaigne, avril 2024.

<sup>7</sup> C'est là une véritable distorsion de concurrence entre les territoires européens au sein d'un marché supposé unique. Cette distorsion ne pourra être traitée que par une réforme des règles décisionnelles au sein de l'UE, avec l'exclusion de la fiscalité du domaine de l'unanimité des pays au profit d'une majorité qualifiée.

## ENCADRÉ N°3 : LA DÉSINDUSTRIALISATION DE L'OCCIDENT

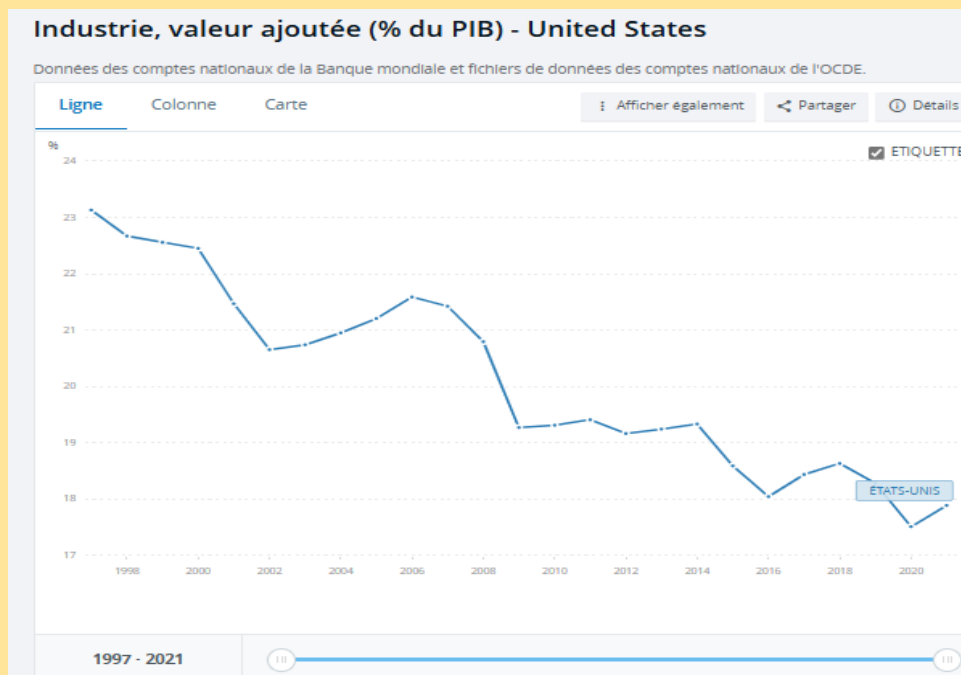
### Evolution de la part de l'industrie dans le PIB des pays européens

	1995	2000	2019	2020
<b>U.E.- 27 pays</b>	<b>20,0%</b>	<b>19,5%</b>	<b>16,7%</b>	<b>16,2%</b>
Zone euro	19,9%	19,4%	16,5%	16,0%
Belgique	20,3%	19,7%	13,8%	13,8%
Tchéquie	23,7%	25,7%	25,0%	24,1%
Danemark	17,0%	16,4%	15,7%	16,0%
Allemagne	22,7%	22,8%	21,5%	20,0%
Irlande	22,9%	25,9%	34,0%	36,8%
Espagne	17,6%	17,9%	12,1%	12,1%
<b>France</b>	<b>16,6%</b>	<b>16,1%</b>	<b>11,2%</b>	<b>10,5%</b>
<b>France corrigé *</b>	<b>18,1%</b>	<b>17,6%</b>	<b>12,3%</b>	<b>11,5%</b>
Italie	21,0%	19,6%	16,6%	16,4%
Pays-Bas	16,9%	14,9%	12,1%	12,1%
Autriche	19,9%	20,4%	18,5%	18,1%
Pologne	22,0%	18,1%	18,8%	18,2%
Finlande	25,4%	27,6%	16,7%	16,7%
Suède	22,5%	22,7%	14,4%	13,7%
Royaume-Uni	17,1%	15,0%	9,7%	9,1%

Source : Eurostat  
 (\*) corrigé car le TES français est en branche pure (voir explication ci-dessus)

Source : [Désindustrialisation par pays](#) ; Tableau entrées-sorties mondial

### Evolution de la part de l'industrie dans le PIB américain



Source : [Banque mondiale](#)

Pays-Bas : de 24,9% à 14%

Espagne : de 28,3% à 19,3%

**Pays à baisse modérée de la part de l'emploi industriel (de l'ordre de moins 5%)**

Etats-Unis : de 24,5% à 19,8%

**Pays à stagnation de la part de l'emploi industriel**

Mexique : de 23,5% à 25%

Tunisie : de 31,8% à 33,4%

Maroc : de 24,4% à 24%

**Pays à forte augmentation de la part de l'emploi industriel (de l'ordre de 10% ou plus)**

Chine : de 21,4% à 32,2%

Inde : de 14,6% à 26,1%

Vietnam : de 8,9% à 30,6%

Ces chiffres appellent plusieurs commentaires. Tout d'abord, ils témoignent de la violence des chocs sociaux qu'ont subis les pays du Nord : perdre 10% ou plus de part industrielle de la population active signifie beaucoup de licenciements, d'impossibilité de retrouver un emploi dans une activité industrielle, de difficultés de reconversion vers un emploi dans des services qui demandent d'autres compétences, difficiles à acquérir : à 40 ou 50 ans, on ne passe pas facilement d'une ligne de production à un ordinateur ! La situation des Etats-Unis pourrait sembler plus enviable que celle du Japon ou des pays de l'Europe occidentale, mais les tailles des pays ne sont pas comparables et les chocs sociaux sont localisés sur des territoires restreints : les territoires de l'industrie traditionnelle américaine (la *Rust Belt*) ont subi des chocs qui n'ont rien à envier à ceux du Royaume-Uni ou de la France, avec des dépopulations impressionnantes<sup>8</sup>. Par ailleurs, on peut être surpris que les pays de proximité des grands centres développés (Mexique, Maroc et Tunisie) augmentent si peu (ou pas du tout) leur part de population active industrielle sur les trente dernières années, comparativement aux pays asiatiques. Les usines sous douane, en trafic de perfectionnement (*maquiladoras* au Mexique), plafonneraient-elles, non compétitives par rapport à leurs consœurs asiatiques mais aussi, pour le Maghreb, victimes de l'attractivité de la périphérie intra UE après l'élargissement à l'Est de 2004 ? Toutefois, derrière la stagnation globale, peuvent se cacher des évolutions sectorielles : par exemple au Maroc, développement d'industries manufacturières nouvelles (automobile, aéronautique).

Au final, les pays du Nord ont subi au cours des dernières décennies un choc de désindustrialisation massif dont les conséquences politiques apparaissent aujourd'hui au grand jour. Simultanément, ils subissent un déclin démographique qui rend économiquement indispensable une immigration identitairement non désirée : on n'a pas fini de gérer cette contradiction entre les besoins de main d'œuvre des entreprises et les aspirations des populations à l'homogénéité culturelle de leurs pays autour des valeurs traditionnelles, se traduisant par une forte montée du populisme.

Nous allons tout d'abord tenter de mesurer l'impact populiste de la désindustrialisation et plus globalement de la mondialisation, puis nous verrons la prise de conscience tardive des Etats et les politiques correctrices qui sont déjà mises en place ou qui se dessinent.

---

<sup>8</sup> C'est ainsi que la ville de Cleveland a perdu 200.000 habitants en 40 ans : 573.000 en 1980, 372.000 en 2020.

## 2.1. Le « national-populisme », face cachée de la mondialisation ?

Les économistes et les politistes ne se fréquentent pas beaucoup et font en général des analyses séparées, ne s'aventurant pas trop sur le terrain des autres. Si on évoque souvent le rejet de la mondialisation et de la désindustrialisation qui en résulte comme une cause majeure de la montée du populisme, cela ne va jamais guère plus loin qu'un propos général, voire une discussion du Café du Commerce. C'est donc avec un grand intérêt que j'ai découvert une récente recherche du CEPII qui relie le niveau d'exposition d'un territoire au commerce international à l'intensité du vote populiste : La lettre du CEPII, N°445, mars 2024, [Vote anti-mondialisation : des importations qui le favorisent, des exportations qui le freinent](#).

L'étude<sup>9</sup> porte sur les premiers tours des élections présidentielles françaises de 1988 à 2022. Elle mesure l'exposition au commerce international des territoires français, département par département : les premières cartes de l'encadré N°4 en haut de page suivante rend compte de l'évolution de cette exposition entre 1988 et 2021, en calculant les montants d'exportations et d'importations par tête de travailleurs. Elle analyse le contenu anti-mondialisation des professions de foi des candidats en comptabilisant les occurrences de propos anti-mondialisation. Elle tente de mesurer l'impact du vote anti-mondialisation au niveau départemental en analysant les votes pour chaque candidat associé au contenu anti-mondialisation de sa profession de foi, département par département. Enfin, l'étude cartographique, au niveau départemental, l'intensité du vote anti-mondialisation (cartes du bas de l'encadré).

La comparaison des deux cartes du bas de l'encadré est révélatrice de la montée du vote anti-mondialisation entre 1988 et 2022<sup>10</sup>. Mais l'intérêt principal de cette étude est dans la mise en perspective des cartes Commerce international (en haut) et Vote anti-mondialisation (en bas). Si vous tracez mentalement une ligne Le Havre / Marseille, vous pouvez visualiser que c'est à l'est de cette ligne que les importations ont le plus augmenté entre 1988 et 2021 et que simultanément les votes anti-mondialisation ont aussi le plus augmenté. On peut donc vérifier qu'il existe bien un lien entre la mondialisation et la montée en puissance du national-populisme.

Pour conclure sur cette thématique du vote anti-mondialisation, laissons la parole aux auteurs de l'étude (Antoine Bouët, Anthony Edo & Charlotte Emlinger) :

*« Une hausse des importations des pays à bas salaires (en provenance d'Asie du Sud-Est, dont la Chine) a contribué au succès du Rassemblement national (anciennement Front national) entre 1995 et 2012. À l'inverse, la hausse de l'exposition moyenne de la France aux exportations de 46 200 dollars par travailleur entre 1988 et 2022, aurait contribué à réduire*

---

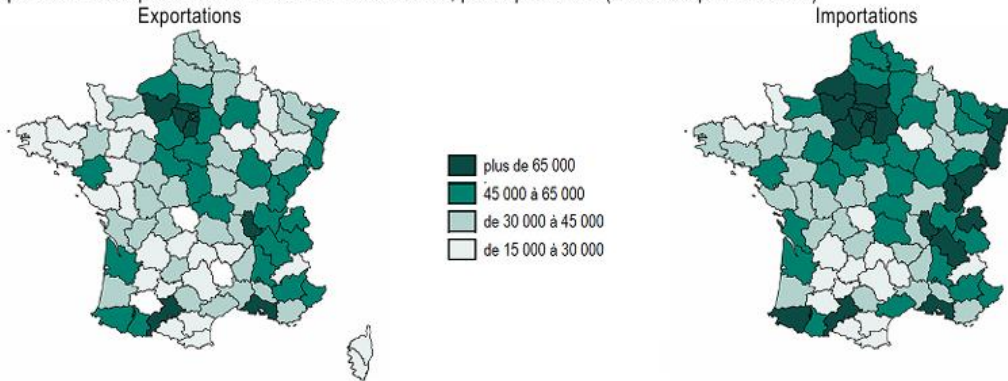
<sup>9</sup> Dans le cadre du format de cette chronique, je ne peux que survoler cette étude, laisser de côté la méthodologie, les sources et la construction des indicateurs, pour ne vous présenter que les résultats les plus saillants sans entrer dans les subtilités, par exemple sur la différence à faire entre les importations de biens intermédiaires (donc alimentant des emplois de transformation de ces biens) et celles de biens finals.

<sup>10</sup> En 1988, l'extrême droite populiste protestataire et identitaire était représentée par Jean-Marie Le Pen qui fait 14,4% au premier tour et n'accède pas au deuxième tour (il y accèdera en 2002). En 2022, c'est Marine Le Pen qui fait 23,15% et accède au deuxième tour.

## ENCADRÉ N°4 : Le vote anti-mondialisation aux élections présidentielles françaises

Source : [Lettre du CEPII, N°445, Mars 2024](#)

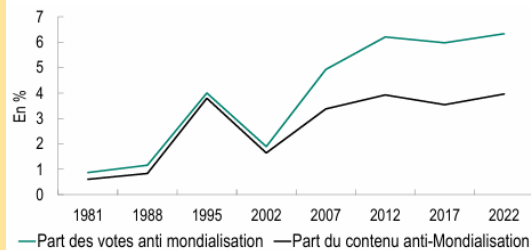
Graphique 1 – L'augmentation de l'exposition au commerce est concentrée dans certains départements  
Variation de l'exposition de l'emploi au commerce entre 1988 et 2021, par département (en dollars par travailleur)



Sources : Calculs des auteurs à partir des données du recensement 1982 et de la base de données COMTRADE.

Graphique 2 – Une hausse du contenu anti-mondialisation des professions de foi et des votes anti-mondialisation

Part du contenu anti-mondialisation des professions de foi et des votes anti-mondialisation au premier tour de l'élection présidentielle en France



Graphique 3 – Une hausse des votes anti-mondialisation inégalement répartie sur le territoire  
Part des votes anti-mondialisation au premier tour de l'élection présidentielle en France en 1988 et 2022



Sources : Calculs des auteurs à partir des professions de foi et des résultats des scrutins présidentiels.

*la part des votes anti-mondialisation de 1,1 point de pourcentage, ou encore, celle de la part des votes en faveur des partis d'extrême droite de 7,9 points de pourcentage. Un effet sans doute lié aux bénéfices économiques procurés par la montée des exportations, notamment en matière de créations d'emplois et de réduction du chômage. Les réactions des votes anti-mondialisation induites par une variation identique de l'exposition aux importations et aux exportations ne sont pas symétriques : la variation de la part des votes anti-mondialisation due à une augmentation de l'exposition aux exportations est deux à trois fois plus élevée que celle liée à une plus forte exposition aux importations. L'évolution de la part des étrangers dans la population est aussi une composante importante pour comprendre la montée des votes antimondialisation. Lorsque cette part s'accroît au sein d'un département celle des votes anti-mondialisation augmente également. Un effet qui peut s'expliquer par l'opinion que les citoyens se font des effets néfastes de l'immigration sur l'économie ou la criminalité, et que l'on retrouve dans les études sur les effets de l'immigration sur les votes en faveur de l'extrême droite ».*

Il se trouve que je finalise cette chronique au lendemain des élections européennes du 9 juin et que les résultats confirment et amplifient la montée en puissance du vote national-populiste dans plusieurs pays européens et en particulier en France. On se doit, *a priori*, de relativiser ces résultats par le fait que ces élections n'avaient pas vocation à déboucher sur la mise en place de nouveaux exécutifs au niveau national et que par conséquent la dimension protestataire du vote, « grande gueule gilet jaune pas contente », pouvait se donner libre cours sans conséquence, pensait-on, sur la gouvernance immédiate et donc sans craintes quant à la compétence des leaders populistes pour exercer le pouvoir. Toutefois, la décision du Président Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale et de retourner aux urnes change la donne. On saura donc le 30 juin au soir si le vote du 9 juin était un vote défouloir ou bien l'expression d'une réelle volonté de confier l'exécutif français aux forces nationales-populistes.

## **2.2. La déconnexion centrale : nature, modalités, risques.**

A ce stade de notre démarche, le sous-titre de cette chronique se doit d'être explicité, précisé, relativisé : « **de la reconnexion périphérique à la déconnexion centrale** ». La déconnexion centrale n'est pas le symétrique de la reconnexion périphérique, ce ne sont pas des processus de même nature et simplement inverses.

La reconnexion du Sud au Nord, de la Périphérie au Centre a été un processus quasi-général<sup>11</sup> dans lequel les Etats ont été des facilitateurs en fournissant des cadres juridiques (statuts de trafic de perfectionnement, accords de libre-échange Nord-Sud, adhésion de nouveaux pays à l'OMC dont la Chine). Mais les acteurs principaux du processus ont été les firmes du Nord qui sont allées investir massivement au Sud pour produire puis écouler la production sur les marchés du Nord, avec une très forte augmentation des IDE (Investissement direct à l'étranger), multisectoriels et non plus seulement miniers ou pétroliers et gaziers comme dans les décennies antérieures. Ce sont les firmes du Nord et leurs actionnaires, les travailleurs du Sud et les Etats du Sud qui ont été les bénéficiaires ; les travailleurs du Nord et, relativement à leur balance commerciale et leurs recettes fiscales et sociales, les Etats du Nord ont été les

---

<sup>11</sup> Mis à part quelques irréductibles au Sud, comme la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela...qui auraient d'ailleurs peut-être voulu se joindre au mouvement, mais empêchés par des sanctions commerciales américaines ou plus générales.

perdants, et les travailleurs perdants du Nord ont massivement rejoint le camp national-populiste, ou social-populiste<sup>12</sup> dans une moindre mesure.

Aujourd'hui, la déconnexion centrale n'est pas un phénomène effectif généralisé mais simplement tendanciel, partiel et d'intensité variable selon que l'on parle des Etats-Unis ou de l'Europe. Il ne s'agit pas de se déconnecter de tout le Sud, mais principalement du Sud qui a trop bien réussi, au point de devenir un autre Nord avec lequel on est en rivalité ! Logiquement, le processus est donc tout particulièrement focalisé sur un pays, la Chine, mais il est susceptible de s'étendre à tout autre pays qui viendrait menacer la sécurité des approvisionnements ou la suprématie technologique du Nord, des Etats-Unis principalement. La menace en question est multiforme : principalement géopolitique, en termes de rivalités entre puissances hégémoniques, effective (USA) ou candidate (Chine), ou en termes de liberté de navigation (cf. la Mer Rouge et l'accès au Canal de Suez dans la période actuelle) ; mais aussi purement technique et logistique comme on l'a vécu pendant la période Covid avec des ports chinois bloqués et donc incapables d'expédier des biens de première nécessité comme les médicaments, d'où la tentation de rapatrier ces productions en les protégeant pour assurer leur viabilité économique. La question climatique et l'indispensable réduction des émissions de CO2 pourrait constituer enfin un autre motif de déconnexion pour limiter les trajets maritimes et aériens : vis-à-vis de l'Europe comme des Etats-Unis l'ensemble de l'Asie est potentiellement concerné (donc Inde et Asie du Sud Est, au même titre que la Chine), au bénéfice des zones de proximité.

Ce sont les Etats du Nord qui constituent l'élément moteur du processus et les firmes qui subissent alors qu'elles préféreraient poursuivre leurs stratégies de maximisation du profit sans entraves étatiques. Ces Etats développent une double stratégie de déconnexion : défensive et offensive. La stratégie défensive se traduit par une politique douanière classique : augmentation des droits de douanes et éventuellement renforcement des contingentements. On voit cette stratégie défensive à l'œuvre dans la montée du protectionnisme américain, initiée par Trump, poursuivie par Biden et amplifiée aujourd'hui par des projets de tarifs douaniers à 100% sur les voitures électriques chinoises (séance de calinothérapie, à quelques mois des élections, pour le national-populisme américain). La stratégie offensive se traduit par des interdictions d'exporter des biens ou technologies sensibles (puces électroniques à haute performance) qui pourraient servir au rival géopolitique dans ses productions civiles, militaires et spatiales. Elle se traduit aussi par des plans d'aides aux industries relocalisées : *Chips and Science Act* et *Inflation Reduction Act*<sup>13</sup> aux Etats-Unis (rien à voir avec l'inflation, tout à voir avec la promotion de distorsions de concurrence par des subventions massives !).

Les Etats-Unis sont beaucoup plus avancés que l'Union Européenne dans la stratégie de déconnexion centrale. Les Etats-Unis agissent et assument une stratégie de **découplage** vis-à-vis de la Chine, préparant sans le dire le grand affrontement **Pacifique** pour une hégémonie à

---

<sup>12</sup> Social-populisme : si le national-populisme est une idéologie s'inscrivant à l'extrême droite de l'échiquier politique, le social-populisme relève de l'extrême gauche. Mais les deux se déclinent dans une double dimension protestataire et identitaire. Le protestataire est proche sinon similaire dans les deux cas (par exemple, en France, revendication du retour de la retraite à 60 ans !). Par contre l'identitaire est inversé : à l'extrême droite, fermeture des frontières et réservation des aides sociales aux seuls nationaux ; à l'extrême gauche, protection des immigrés et régularisation des sans-papiers.

<sup>13</sup> Ces deux plans ont été explicités dans le N° 56, Juin 2023, de cette chronique : [Mondialisation : le New Deal américain](#), voir pages 16-18.

laquelle ils ne sont pas enclins à renoncer. L'Europe, pendant ce temps, discute, réfléchit à sa stratégie commerciale. Sa désunion habituelle sur cette stratégie (plus libre-échangiste au Nord et plus protectionniste au Sud) est d'autant plus forte vis-à-vis de la Chine que l'Europe est otage des positions de son économie dominante, l'Allemagne. Il faut dire que l'Allemagne a la géopolitique de son mercantilisme et que tout ce qui pourrait menacer ses marchés chinois ou un retour au gaz russe est à proscrire, le Nord tout entier devrait-il en pâtir. Dès lors le mot découplage est à bannir du volapuk bruxellois et on lui préférera le mot *derisking* (laborieusement traduisible en français par « limitation du risque ») consacré par un rapport récent du Parlement Européen : [EU-China relations : de-risking or de-coupling. The future of the EU strategy towards China](#). Par « dérisquer » on entend s'attacher à repérer puis à limiter « les vulnérabilités induites par une concentration excessive des importations, qui expose à un risque de perturbation des chaînes d'approvisionnement, mais aussi des exportations, qui expose à un risque de coercition »<sup>14</sup>. L'Europe s'inscrit donc dans une logique de déconnexion centrale *soft*, limitée et prudente, mi-chèvre mi-choux, motivée par des considérations de sécurité et de souveraineté et non en termes de rivalités géopolitiques. Pour autant, à chasser la géopolitique par la porte, il n'est pas certain qu'elle ne revienne pas par la fenêtre : à terme, l'agressivité chinoise en mer de Chine Méridionale et *a fortiori* une invasion de Taiwan pourraient rendre le mercantilisme allemand ingérable et insupportable, obligeant l'Europe à un véritable découplage, comme les Etats-Unis.

Il est un peu tôt après le tournant stratégique que représente la déconnexion centrale pour en constater l'impact dans les statistiques du commerce international, même si des prémises de réorientations commencent à être visibles<sup>15</sup>, à interpréter avec prudence néanmoins pour ne pas confondre le conjoncturel immédiat de la Guerre en Ukraine et le structurel à venir, encore plus lourd, de la déconnexion centrale. Par contre, on voit déjà dans des enquêtes qualitatives auprès des dirigeants d'entreprises comment cette nouvelle donne est intégrée dans les stratégies d'investissement qui se répercuteront progressivement dans les flux commerciaux. La politique américaine vise à favoriser les relocalisations (le *reshoring*) et les investissements de proximité géographique (le *nearshoring*, Mexique pour les Etats-Unis)<sup>16</sup>. Le *Capgemini Research Institute* vient de publier une étude sur la réindustrialisation aux Etats-Unis et en Europe, dont je cite ci-dessous deux extraits du communiqué de presse en français (le rapport intégral est disponible en anglais)<sup>17</sup>.

« Pour cette étude, le *Capgemini Research Institute* a interrogé, en février 2024, 1.300 cadres dirigeants d'entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à un milliard de dollars opérant dans 13 secteurs clés de l'industrie aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe (notamment en Allemagne, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas, et dans les pays nordiques). Les personnes interrogées occupaient au moins un poste de directeur et représentaient plusieurs fonctions, notamment la direction générale, la technologie, et les fonctions liées à la production ».

---

<sup>14</sup> Jean Pisani-Ferry : « [Le danger est celui d'une divergence croissante entre les Etats-Unis et l'Europe sur la question chinoise](#) », Le Monde, 18 Mai 2024.

<sup>15</sup> Hinrich foundation, [The bloc effect trade](#).

<sup>16</sup> Ces notions de *reshoring* et *nearshoring* ont aussi été explicitées dans le N° 56, Juin 2023, de cette chronique : [Mondialisation : le New Deal américain](#), voir pages 16-18.

<sup>17</sup> [Communiqué de Presse, Rapport intégral, Infographie](#)

« La reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales et des capacités de production, pour les rapprocher des marchés domestiques ou les y intégrer, a pris de l'ampleur en Europe et aux États-Unis. Selon le dernier rapport du Capgemini Research Institute *The resurgence of manufacturing : reindustrialization strategies in Europe and the US* (La renaissance de l'industrie : stratégies de réindustrialisation en Europe et aux États-Unis), 47% des acteurs européens et américains de l'industrie ont déjà investi dans la relocalisation de leur production et 72% élaborent actuellement une stratégie de réindustrialisation ou en ont déjà mis une en place – la majorité ayant initié ces stratégies au cours des deux dernières années. Une majorité de dirigeants pensent que la réindustrialisation aidera leur entreprise à atteindre ses objectifs en matière de climat, avec une réduction attendue des émissions de carbone de 13,6% en moyenne dans les trois prochaines années ».

Les entreprises s'organisent donc pour adapter leurs stratégies à la nouvelle donne commerciale qui se profile, d'un monde fragmenté dans lequel les pays du Nord ne sont plus enclins à respecter les règles du libre commerce qu'ils ont eux-mêmes promues et étendues à l'ensemble de la planète. L'affaire n'est pas sans risque. Le risque principal est celui d'une disqualification définitive de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui déboucherait sur une jungle commerciale internationale, dont on a vu les effets délétères dans les années 30. L'Histoire va-t-elle se répéter ?

A bien des égards, l'OMC semble déjà morte, même si son cadavre bouge encore (comme un poulet sans tête). Certes, il existe encore une organisation mondiale du commerce siégeant à Genève, mais elle a perdu son âme : l'esprit du multilatéralisme commercial est mort tant ses principes fondateurs sont bafoués. La clause NPF (Nation la Plus Favorisée) veut que tout membre du GATT, puis de l'OMC, bénéficie du régime commercial le plus favorable accordé par un pays à ses partenaires commerciaux. Certes des exceptions sont prévues, des représailles commerciales sont possibles en cas de différends commerciaux, mais elles sont encadrées par un Organe de Règlement des Différends (ORD), déjà mis à mal par le refus des Etats-Unis de remplacer un juge américain, rendant ainsi impossible le fonctionnement de l'organe d'appel. Aujourd'hui, l'augmentation unilatérale des tarifs américains (jusqu'à 100% sur les voitures électriques chinoises) et les limitations d'exportations de produits de haute technologie pourraient bien porter un coup fatal à l'OMC et ouvrir la porte de la jungle commerciale : la loi du plus fort, la politique du coup pour coup, répondre aux subventions des autres en subventionnant soi-même, répondre aux hausses tarifaires par des hausses tarifaires et saper toutes les bases d'une division internationale du travail pourtant mutuellement profitable !

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que ce ne sont pas les pays exportateurs qui payent les tarifs douaniers, ce sont les consommateurs des pays importateurs : ils voient donc les prix de leurs achats augmenter : pas génial au moment où les Banques centrales galèrent pour enrayer l'inflation, en maintenant des taux élevés qui freinent l'activité économique. De même, il ne faut pas oublier que les subventions ne tombent pas du ciel, elles ne sont pas gratuites : elles sont payées par les contribuables d'aujourd'hui ou de demain (via la dette). D'ailleurs, en matière de subventions, l'économiste américain Dani Rodrik avance un

argumentaire stimulant sinon totalement convaincant, dans une chronique<sup>18</sup> au titre provocateur : *Industries vertes : il faut dire merci à la Chine.*

*« Ce que les gouvernements devraient éviter, c'est de décrier les politiques industrielles vertes comme des transgressions dangereuses des règles internationales. Les arguments moraux, environnementaux et économiques plaident en faveur de ceux qui subventionnent leurs industries vertes, pas de ceux qui veulent taxer la production des autres ».*

Pour autant faut-il renoncer à produire en Europe ou aux Etats-Unis des panneaux solaires, des éoliennes, des pompes à chaleur ou des voitures électriques au prétexte que la Chine subventionne nos transitions climatiques, aux frais du contribuable chinois et pour notre plus grand bien ? Peut-être pourrait-on suggérer à la Chine d'utiliser ces fonds pour accélérer le rythme de sa propre transition climatique et renoncer au plus vite au charbon !

---

<sup>18</sup> Dani Rodrik, [Industries vertes, il faut dire merci à la Chine](#), Les Echos, 23 Mai 2024.

### 3. « Et mes sous dans tout ça » : gare à la déconnexion, ça craint !

La déconnexion centrale, dont on maîtrise encore mal l'ampleur, en particulier en Europe, ne sera pas sans conséquences sur les logiques patrimoniales, même si cette déconnexion n'est pas le seul élément à prendre en compte. Deux problématiques sont particulièrement prégnantes : celle de l'inflation et des taux, d'une part, et celle des répercussions économiques des tensions géopolitiques, d'autre part.

#### 3.1. Inflation et taux : attention aux faux espoirs.

L'épidémie Covid, avec ses perturbations économiques et notamment ses ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, a enclenché un processus inflationniste notable. La Guerre en Ukraine en a rajouté une grosse couche, avec la montée en flèche des prix énergétiques et alimentaires. Même si, fort heureusement, les pays centraux n'ont jamais été en hyperinflation, les Banques centrales se sont senties obligées d'intervenir en augmentant leurs taux : jusqu'au début 2022, bien des pays étaient à des taux zéro ou proches de zéro. Tout au long de 2022 et 2023 les taux de refinancement ne vont cesser de monter, jusqu'à 5,5% pour la FED américaine, 5,25% pour la BoE britannique, 4,5% pour la BCE (zone Euro), ce qui, certes, est bien peu comparé au taux de la Banque centrale russe (16%) qui, il est vrai, a du pain sur la planche pour éviter un effondrement du rouble, bon courage à Elvira Nabioullina, sa talentueuse Présidente... qui semble néanmoins ne plus avoir les faveurs de Poutine.

Le risque pour les Banques centrales était de trop refroidir les économies et de les plonger dans des récessions sévères. Mais, dans l'ensemble, la réponse a été bien adaptée, les récessions ont été limitées, l'inflation a commencé à reculer et les taux se sont stabilisés à ces niveaux élevés. Avec la poursuite du recul de l'inflation (qui n'efface pas les hausses de prix antérieures), un grand espoir s'est levé de baisse des taux, synonyme de reprise économique, de plus-values obligataires<sup>19</sup>, d'envolée des marchés boursiers et de reprise de l'immobilier.

Et maintenant, Alléluia !! L'heure est à la concrétisation de ces espoirs. La BCE vient de tirer la première salve, il a quelques jours (6 juin 2024), baissant son taux de 4,5% à 4,25%. *Embrassons-nous Folleville*, c'est donc parti, à nous les beaux profits, les belles plus-values, les plantureux revenus ! Désolé d'être rabat-joie, mais je crains que bientôt les investisseurs trop enthousiastes ne nous fassent une nouvelle version de *La laitière et le Pot au lait* (fable de La Fontaine) remplaçant le « Adieu veau, vache, cochon, couvée » par un tout aussi retentissant « Adieu profits, plus-values et revenus » après avoir buté contre un obstacle inattendu : la persistance de l'inflation qui conduira les Banques centrales à maintenir les taux à des niveaux conséquents. Même si des petites baisses par rapport aux taux maximum atteints sont concevables et probables dans les mois à venir, ce n'est pas demain que vous verrez un retour aux taux zéro où nous étions encore il y a deux ans.

Mais pourquoi donc l'inflation se maintiendrait-elle ? Tout simplement parce qu'elle a l'opportunité de se manifester sous plusieurs formes, et qu'il faudrait une conjonction exceptionnelle des astres économiques et géopolitique pour qu'au moins deux ou trois de ces formes ne se manifestent pas simultanément. Les unes sont conjoncturelles et peuvent

---

<sup>19</sup> Rappelons que les cours des obligations évoluent en sens inverse des taux, pour tendre à aligner les taux effectifs des anciennes obligations sur le taux à l'émission des nouvelles obligations : donc moins-value à la hausse des taux et plus-value à la baisse des taux

s'éclipser plus ou moins durablement, les autres sont structurelles et vont se manifester en continu. Certaines sont sans rapport avec la déconnexion centrale, d'autres liées à cette déconnexion. Examinons rapidement cinq de ces formes : *greenflation*, *climateflation*, *warflation*, *tariffflation*, *forexflation* (désolé pour ces anglicismes, mais la langue anglaise à des possibilités de concision que le français ignore) !

- *Greenflation* (inflation verte) et *Climateflation* (inflation liée au dérèglement climatique) sont les deux formes les plus structurelles, car liées au changement climatique avec une version préventive du changement et une version curative des dégâts. La *greenflation* constitue la version préventive : modifier les techniques pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub> entraîne des coûts d'investissement énormes qui se répercutent inévitablement dans les prix des biens produits avec ces nouvelles techniques. Passer des voitures thermiques aux voitures électriques ne se fait pas à prix constants. La *climateflation* est la version curative : réparer les dégâts résultants d'évènements climatiques extrêmes dont la fréquence augmente et dont les coûts se répercutent dans les dépenses des administrations publiques (réparations des réseaux endommagés) et dans les tarifs des assurances des particuliers, des agriculteurs et de multiples agents économiques qui ne peuvent que répercuter sur leurs prix de vente.

- la *Warflation* (inflation liée à la guerre) est un grand classique de l'analyse économique de la guerre. Equiper des armées fait flamber les prix de certaines matières premières (du cuir et des textiles pour les chaussures et habits des soldats, aux métaux indispensables à la fabrication des véhicules et des armes), et ces prix se diffusent dans l'ensemble de l'économie civile. Les perturbations logistiques (navigation dans la Mer Noire ou dans la Mer Rouge dans la période actuelle) impactent gravement les tarifs de fret et d'assurance des cargaisons, voire créent des pénuries et les spéculations afférentes qui enchérissent les biens concernés.

- la *Tariffflation* (inflation par les tarifs douaniers) est une deuxième *warflation*, liée à la guerre commerciale par le protectionnisme : ne pas oublier que les droits de douanes sont payés non par le pays exportateur mais par les consommateurs du pays importateur. Cette forme d'inflation, dans la période actuelle, est directement liée à la déconnexion centrale : en augmentant leurs droits de douanes, les Etats-Unis et l'Europe, si elle suit le même chemin, impactent automatiquement leurs taux d'inflation à travers les prix de biens importés dont la demande ne se reportera pas sur des productions nationales encore plus chères, à supposer qu'elles existent.

- La *Forexflation* (inflation liée au marché des changes) est, elle aussi, un grand classique. Si votre monnaie se dévalue, automatiquement les biens importés (prix libellés dans une autre monnaie) voient leur prix en monnaie nationale augmenter au prorata de la dévaluation. Où est l'enjeu aujourd'hui ? Il est dans des décalages éventuels dans les calendriers de baisse des taux. Si la BCE venait à baisser ses taux beaucoup plus vite que la FED américaine, les capitaux du marché monétaire seraient attirés par le différentiel de taux, et émigreraient massivement vers les marchés américains, vendant de l'Euro et achetant du Dollar, entraînant une appréciation du Dollar par rapport à l'Euro.

Voilà donc une vaste palette de sources d'inflation possibles, qui laisse peu d'espoir d'un retour à des taux d'inflation faibles et donc à des taux d'intérêt faible. Lorsque les marchés financiers et immobiliers prendront conscience de cette situation, bien des réajustements à la baisse des cours ou des prix devraient se produire au fur et à mesure que les hausses antérieures seront interprétées pour ce qu'elles sont : des bulles. Et le destin d'une bulle est

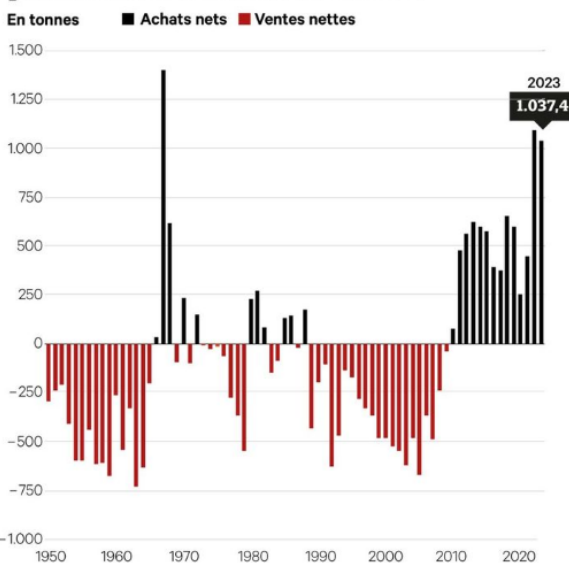
bien connu : l'éclatement. On sait l'immobilier fragile dans biens des pays (Chine et Etats-Unis en particulier, dans des versions résidentielles ou de bureaux suivant les cas) au carrefour de déterminants variés (hausse des taux ayant fragilisé la solvabilité des emprunteurs, télétravail diminuant la demande de bureaux ...). Les banques constituent un secteur fragile en lui-même dont les risques sont aggravés par les perspectives de faillites de groupes immobiliers auxquels elles ont accordé des prêts : l'avenir nous dira vite si les mesures de régulation du secteur bancaire prises au lendemain de la grande crise financière (2008-9) ont été suffisantes ou pas pour éviter un autre moment Lehmann. Une autre bulle, technologique, sur la base de l'Intelligence Artificielle cette fois-ci, semble bien s'être formée et pourrait rapidement connaître le sort de sa grande sœur, la bulle internet qui a éclaté en 2001, provoquant un grand krach boursier.

Donc faites attention au syndrome Perrette (la laitière au pot au lait). Contrairement à Perrette, ne laissez pas votre esprit battre la campagne, ne faites pas de châteaux en Espagne... sur la base de vos espérances de gains financiers dans de juteux placements. Vous pourriez être très dépités de devoir comptabiliser vos lourdes pertes !

### 3.2. Or et IDE dans les tensions géopolitiques.

Un autre placement aurait dû être affecté négativement par les taux élevés : l'or. On considère habituellement que des taux d'intérêt élevés pénalisent le marché de l'or. L'or ne rapportant rien en termes de revenu annuel, il n'est pas concurrencé par les obligations lorsque celles-ci ne rapportent quasiment rien du fait de taux très bas. Par contre, lorsque les obligations rapportent plus, investir en or apparaît nettement moins intéressant. Pourtant, au cours des dernières années de taux élevés, l'or a pu dire : « même pas mal », bien au contraire, comme en témoignent les graphiques ci-dessous. La demande d'or a été très soutenue, animée par les Banques centrales. Quant aux cours de l'once d'or, en exagérant un peu, mais si peu, ils ont quasiment doublé en 5 ans : 1329 \$ le 11/06/2019, 2310 \$ le 10/06/2024.

#### Les banques centrales ont acheté plus de 1.000 tonnes d'or en 2023



SOURCES : METALS FOCUS, REFINITIV GFMS, WORLD GOLD COUNCIL

Source : [Les Echos, 31/01/24](#)

#### Cours de l'once d'or en \$, sur 5 ans



Source : [Investir-Les Echos](#), le 10/06/24

Pourquoi cette hausse de l'or, atypique voire incompréhensible pour les économistes ? Tout simplement, parce que l'or a ses raisons que l'économie ne connaît pas : c'est un métal qui a les yeux de Chimène pour la géopolitique, surtout quand elle est déchainée !

Vous pourriez croire que les investisseurs particuliers sont apeurés, entre pandémies et guerres déclarée en Europe ou latente en Asie, et qu'en conséquence ils se replient sur la valeur refuge la plus traditionnelle, supposée préserver le pouvoir d'achat en cas d'inflation. Mais, quelle que soit la demande des Ménages (chinois ou indiens, notamment), ce n'est pas la raison essentielle de la hausse des cours. Il faut la chercher au cœur de la thématique géopolitique la plus profonde, sur laquelle s'affrontent depuis plusieurs années les grandes puissances : la monnaie internationale. Ce n'est pas par hasard que la demande des Banques centrales est si forte : cette appétence pour l'or est au cœur des tensions géopolitiques récurrentes autour du système monétaire international que nous avons déjà évoqué plus haut. Le Dollar est la seule monnaie fiduciaire crédible à l'échelle internationale en tant que moyen de paiement accepté partout et par tous. En tant qu'actif de réserve des Banques centrales, il n'y a qu'une seule alternative au dollar : l'or. Une quinzaine de Banques centrales ont significativement augmenté leurs réserves d'or au cours de la dernière décennie : pratiquement toutes relèvent du Sud Global, traumatisé par les sanctions américaines, effectives ou possibles, relatives à l'usage du dollar, au nom de l'extraterritorialité du droit américain. C'est ainsi qu'entre 2010 et 2022 la Russie a acheté 1650 tonnes d'or, la Chine 965, la Turquie 425, le Kazakhstan 281, l'Inde 230 (Source : World Gold Council). Avant d'envahir l'Ukraine, la Russie avait donc massivement augmenté son stock d'or : le grand alchimiste Vladimir Vladimirovich, aidé par ses fidèles assistants Schroeder et Merkel, avait trouvé la recette pour transformer non pas le plomb en or mais le gaz en or !

Les tensions géopolitiques n'étant pas prêtes de s'apaiser, entre Europe, Moyen-Orient et Asie, on peut imaginer aisément que l'or a encore un bel avenir devant lui. Par contre, l'investissement direct à l'étranger (IDE) a du plomb dans l'aile et il y a des pays où il vaut mieux ne pas être en période de tensions géopolitiques et *a fortiori* de guerre. Dans un pays autocratique, sans séparation des pouvoirs, avec un pouvoir judiciaire réduit à l'état de marionnette et appliquant scrupuleusement les oukases de l'exécutif, la détention d'actifs vire au casse-tête pour les firmes étrangères dès lors que le pays d'accueil est en conflit avec le pays d'origine, comme l'expérimentent depuis l'invasion de l'Ukraine les firmes occidentales présentes en Russie. Certaines sont parties (environ 400), beaucoup sont restées (plus de 2000 encore), coincées entre les sanctions occidentales, les opinions publiques réprobatrices, et la répression de l'appareil d'Etat russe qui saisit les actifs au profit des oligarques, nationalise par décret, comme l'ont expérimenté de nombreuses firmes : à titre d'exemple citons Carlsberg, Danone, Fortum, Fraport, Uniper, Deutsche Bank, JP Morgan, Commerzbank, Unicredit.

Ces difficultés, allant jusqu'à la spoliation, rencontrées par les firmes occidentales en Russie doivent alerter les firmes présentes en Chine sur ce qui les attend en représailles à la déconnexion centrale en cours à l'initiative des Etats-Unis et possiblement de l'UE, et encore plus en cas de sanctions occidentales après une invasion de Taiwan, et toujours plus en cas de guerre sino-américaine, scénario qui ne peut pas être écarté, même s'il n'est pas le plus probable. Il semble bien que le message russe ait été reçu 5 sur 5 par les entreprises envisageant d'investir en Asie : chute de 80% des investissements étrangers en Chine en 2023 par rapport à 2022, délocalisations de firmes occidentales de la Chine vers l'Inde ou le

Vietnam. L'Inde a accueilli 71 milliards \$ d'investissements étrangers en 2023 contre 33 milliards pour la Chine. Si l'on rapporte les chiffres d'IDE à la population, en 2023, le Vietnam arrive loin devant la Chine : 23 milliards \$ d'IDE pour 98 millions d'habitants au Vietnam contre 33 milliards \$ pour 1,4 milliards d'habitants en Chine. Les firmes occidentales viennent objectivement s'insérer dans la stratégie occidentale de déconnexion en se détournant de la Chine.

Si l'économie a produit la mondialisation, la géopolitique engendre la fragmentation du monde et la déconnexion des pays du Nord d'une partie des pays du Sud. Au vu de la nature des régimes russes et chinois, la tendance est irréversible à court, moyen et même long termes, sauf changement de régimes. Si vous détenez des actifs en Chine, soyez bien certains qu'ils pourraient être victimes de traitements inégaux et finir par avoir la même valeur que les emprunts russes de mes arrière-grands-parents, ruinés par le défaut russe !

Il est temps de conclure cette chronique. Passez un bon été, en attendant le prochain numéro de cette chronique, en supposant que ma nouvelle activité de négociant en emprunts russes et ottomans me laissera du temps pour l'écriture. J'ai un gros stock d'emprunts russes, voir la photo ci-dessous, et pour faire bonne mesure, rajoutons quelques emprunts de l'Empire Ottoman (chemin de fer Salonique – Constantinople) et un Panama, pour attester de la mondialisation des investissements des particuliers, fin XIXe et début du XXe siècles, y compris dans une petite bourgeoisie soucieuse d'épargner en vue de la retraite. Zut alors, je ne retrouve pas le Panama, mais ce n'est pas grave, il ne vaut plus rien puisqu'il n'y a plus assez d'eau dans le canal, encore une arnaque à la Ferdinand de Lesseps ! N'espérez pas que je vous fasse un bon prix sur mes emprunts russes, dont beaucoup à 5%, un vrai pactole. Même en tant que lecteurs de LA CRISE, je serai intraitable, vous n'aurez aucun rabais, car je suis bien certain que Vladimir Vladimirovitch va m'en proposer un pont d'or ... tant il en a !



Photo HR. Mes emprunts russes et ottomans !

Retenons néanmoins, à titre de conclusion finale, que nos sous ne sont pas plus que des fétus de paille dans le maelström géopolitique ! Mais il n'est pas interdit d'essayer d'anticiper les événements plutôt que de les subir !

Henri REGNAULT, le 11 juin 2024  
[henri.regnault@univ-pau.fr](mailto:henri.regnault@univ-pau.fr)